

Agence d'Orléans
Espace Charbonnière
2 allée du Grand Coquille
45800 SAINT-JEAN DE BRAYE
Tel 02 42 07 07 40
orleans@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.3

Mission(s)	
HAND, L (*), LE, STI (*)	
Nos références	Date
450C230P (450-C-2023-001A)	17/09/2025

ORLÉANS LA SOURCE - CYCLOTRON : EXTENSION DE BUREAUX ET ZONE D'EXPÉRIMENTATION

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°3 sur dossier PRO



Envoi	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE - POUZET Nolwenn	Maître d'ouvrage	nolwenn.pouzet@dr8.cnrs.fr
Copie	IL-AM architectes	Maître d'oeuvre	contact@ilamarchitectes.fr

Le chargé d'affaire,
Caroline VAPPÉREAU

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 27/08/2025
Motif : suite à CCTP du 12-09-2025 et compléments sur tassements



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail.....	12
VIII.3 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*).....	14

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport Initial de Contrôle Technique sur dossier PRO

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 27/08/2025

Motif : suite à CCTP du 12-09-2025 et compléments sur tassements

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°450-C-2023-001A et qui sont détaillées ci après :

- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- STI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu' ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Caroline VAPPEREAU

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
2 RUE JEAN ZAY
TSA 61004
54519 VANDOEUVRE LES NANCY

Maître d'oeuvre

IL-AM architectes
246 quater rue du faubourg Bannier
45400 FLEURY LES AUBRAIS

BET Fluides

DELAGE ET COLIOU
ZAC du parc d'Archevilliers Technopolis
Bât. B, rue Blaise Pascal
28000 CHARTRES

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Cyclotron : extension de bureaux et extension d'une zone d'expérimentation sur 250 m²

Adresse de l'opération :
3E av de la recherche scientifique
ORLÉANS LA SOURCE
45071 ORLEANS LA SOURCE

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

580 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00
Durée prévisionnelle des travaux : 10 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Date : 27/05/2025 - Réception : 18/07/2025
C24-19631-CNRS-CYCLOTRON-G2PRO ind A

- Plans architectes - Réception : 12/09/2025
plans projet établis par IL-AM
EP.01 à EP.10
plans état actuel
EA.01 à EA.03

- Descriptifs - Date : 10/09/2025 - Réception : 12/09/2025
CCTP lots 00 à lots 10
CCTP lot SSI ind B
CCTP Lot EL PRO - CNRS Olivet Indice A

- Pré-étude structure - Réception : 12/09/2025
PRO -- -Plan-Fondations + PHT Rez de Chaussée

- Plans fluides - Réception : 18/07/2025
OLIVET-CNRS-PRO-Plan RDC-CVP 01
OLIVET-CNRS-PRO-Plan TERRASSE-CVP 02
OLIVET-CNRS-PRO-EL-ELECTRICITE IND A

- compléments géotechniques - Réception : 18/07/2025
confirmation par SEMOFI : fondations par semelles filantes

- compléments étude structure I3A - Réception : 28/08/2025
"l'accélérateur pèse environ 10 t sur une surface de 1 m²".
Le calcul n°2 d'estimation des tassements a été mené en prenant une charge d'exploitation répartie de 5t/m². Il conduit à 1,2 cm de tassement estimé.

- mail "TR: CNRS CYCLOTRON : point sur les tassement - Réception : 17/09/2025
Précisions de la part de la maîtrise d'ouvrage "accord avec les hypothèses du bureau d'étude 3IA.
Nous Acceptons les tassements calculés par le BE Géotechnique SEMOFI."

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'oeuvre - IL-AM architectes

- * L couverture étanchéité : les référentiels donnés au CCTP lot 03 (CTU20.12, DTU 43.1) ne correspondent pas au système constructif décrit avec support de l'étanchéité par panneau bois. Il y aura lieu de respecter les référentiels adaptés.
L'étanchéité devra disposer d'un avis technique permettant sa mise en œuvre sur support bois.
- * L menuiseries : Le CCTP lot 05 ne précise pas si les menuiseries aluminium sont à rupture de pont thermique. Il ne définit pas le mode de pose des menuiseries par rapport au gros oeuvre, le principe d'appui, le principe de calfeutrement.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail
- Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</p> <p>Principe constructif général Eléments constitutifs du gros œuvre</p> <p>CONSTRUCTION EN BOIS</p> <p>MATERIAU BOIS</p> <p>CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS</p> <p>Dispositions constructives particulières Barrières à l'eau et à la vapeur</p> <p>STRUCTURE BOIS</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)</p> <p>Principe constructif général</p> <p>FACADES ET PIGNONS</p> <p>BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée)</p> <p>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</p> <p>MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>Principe constructif général Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AF</p> <p>AS</p>	<p>dalles portées BA (Planchers Bas RDC et PHt RDC dans Aire d'expériences) plancher poutrelles hourdis dans zone bureau murs en blocs à bancher maçonneries</p> <p>charpente support de couverture</p> <p>L couverture étanchéité : les référentiels donnés au CCTP lot 03 (CTU20.12, DTU 43.1) ne correspondent pas au système constructif décrit avec support de l'étanchéité par panneau bois. Il y aura lieu de respecter les référentiels adaptés. L'étanchéité devra disposer d'un avis technique permettant sa mise en œuvre sur support bois.</p> <p>vêture</p> <p>L menuiseries : Le CCTP lot 05 ne précise pas si les menuiseries aluminium sont à rupture de pont thermique. Il ne définit pas le mode de pose des menuiseries par rapport au gros œuvre, le principe d'appui, le principe de calfeutrement.</p>

VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - lieux de travail

Décret n°2009-1272 du 21 Octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

Article R. 4214-26 :

Les lieux de travail, y compris les locaux annexes, aménagés dans un bâtiment neuf ou dans la partie neuve d'un bâtiment existant sont accessibles aux personnes handicapées, quel que soit leur type de handicap.

Les lieux de travail sont considérés comme accessibles aux personnes handicapées lorsque celles-ci peuvent accéder à ces lieux, y circuler, les évacuer, se repérer, communiquer, avec la plus grande autonomie possible.

Les lieux de travail sont conçus de manière à permettre l'adaptation des postes de travaux aux personnes handicapées ou à rendre ultérieurement possible l'adaptation des postes de travail.

Article R. 4214-27 :

Des dérogations aux dispositions de l'article R.4214-24 peuvent être accordées par le préfet, après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, en cas d'impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment.

Article R. 4214-28 :

Un arrêté des ministres chargés du travail, de l'agriculture et de la construction détermine les modalités d'application propres à assurer l'accessibilité des lieux de travail en ce qui concerne, notamment, les circulations horizontales et verticales, les portes et les sas intérieurs, les revêtements des sols et des parois, les dispositifs d'éclairage et d'information, le stationnement automobile.

En l'absence de parution d'un arrêté pris en application de l'Article R. 4214-28 :

Arrêté du 27 Juin 1994

Relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R4214-26 (ex R235-3-18) du code du travail.

VIII.3 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels

(*)

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
 - Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques
 - Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
 - Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
 - Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
 - Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
 - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Non cités dans les conditions générales d'intervention mais essentiels à l'application du code du travail et non abrogés :
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
 - Arrêté du 21/03/68 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
 - Arrêté du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés.
 - Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection
 - Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	Cf chapitre Vitrierie- miroiterie ci-après
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	AF	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	SO	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	Prévu dans le hall d'entrée, regroupant les arrêts d'urgence généraux
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	Plan des canalisations enterrées et cheminement respectés.
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	Installation d'éclairage de sécurité de type B.A.E.S mis en œuvre dans les dégagements, changements direction avec pilotage par télécommande (TD administration).
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation			
Section 1 Dispositions générales			
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	AF	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	SO	
R4216-3	Isolement des Tiers	SO	
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	
Section 2 Dégagements			
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	AF	
R4227-4	- Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	- Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	- Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	- Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	- Conception escaliers	SO	
R4227-10	- Sécurité d'utilisation des escaliers	SO	
R4227-11	- Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	
R4227-13	- Signalisation des issues	AF	
R4227-14	- Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	SO	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	SO	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	SO	
R4216-17	Section 4 Chauffage des Locaux Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	AF	
R4227-16	- Combustibles liquides	SO	
R4227-18	- Installations des appareils	SO	
R4227-19	- Alimentation des appareils	SO	
R4227-20	- Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	SO	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	SO	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
R4216-30	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	- Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	- Extincteurs	PM	
R4227-30	- RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	- Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	- Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	PM	
R4227-33	- Signalisation des moyens d'extinction	PM	
R4227-34	- Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	
R4227-35	- Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	AF	
R4227-36	- Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	- Règles d'implantation des consignes de sécurité	AF	
R4227-38	- Contenu des consignes de sécurité	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-39	- Essais et visites périodiques (tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	- Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	- Arrêtés spécifiques	PM	
R4216-31R4216-31	Section 8 – Prévention des explosions	SO	
R4216-32	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Art. 1 - Art.15	Arrêté du 5 Août 1992	SO	
	Sécurité des occupants		
CCH L134-12	IMPLANTATION ET CARACTERISTIQUES DES GARDE-CORPS		
	Implantation : - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses - Dans les cages d'escaliers , circulations, zones accessibles au personnel - Accès aux quais - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NFP 01-012 - 1988	Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012	SO	
NF P01-012 - 2024	Caractéristiques des éléments de protection	SO	
P01-013	Résistance aux chocs de sécurité	SO	
NFE 85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NFE 85-015	SO	
DTU 39 P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes	SO	
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 7 - PPRN Décret 2003-296	- Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes	AF	STI parois vitrées : les portes vitrées et parties attenantes en vitrage STADIP (lot 05 p 9)
	- Visualisation	AF	
	- Traitement des bords libres accessibles	SO	
	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre	SO	
	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	SO	